

Surpopulation

# L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° 36241 ex 1

Cpte B PA IX M

**La croissance démographique menace, paraît-il, l'environnement et le développement africain. Mais le danger annoncé ne serait-il pas un leurre ?**



AbbanMagnum

Avec la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, plus familièrement nommée le sommet de Rio, l'afropessimisme bat son plein : l'Afrique court à la catastrophe en raison d'une démographie galopante, les « criquets à la peau d'ébène » déciment la forêt, désertifient leurs terres, menacent de nombreuses espèces animales, et s'agglutinent dans des « monstropoles »...

La situation est très préoccupante, assurément. Mais, soyons sérieux. Désigner la croissance rapide de la population comme cause première de la dégradation de l'environnement procède d'un raisonnement simpliste qui frise la désinformation et ne résiste pas à l'épreuve des faits. La dégradation des terres, problème crucial pour le continent africain car elle affecte

les capacités productives agricoles, en offre une bonne illustration.

Sans nier ni sous-estimer l'acuité du problème, des travaux scientifiques menés récemment par des institutions respectables<sup>(1)</sup> établissent un bilan écologique nuancé. « L'état actuel (...) est loin d'être catastrophique »<sup>(2)</sup> écrit un des coordinateurs de la première évaluation globale de la dégradation des terres en Afrique sous l'effet des activités humaines. Par ailleurs, aucune étude n'a montré que le processus, même très avancé, était irréversible.

Ensuite, poursuit le même auteur, « la quantité de terres disponibles permet de penser que l'Afrique n'est pas surpeuplée ». 45% des terres exploitables sont vierges ou en friche, presque toutes arables. Certes, localement, les situations sont très contrastées. Mais, la dégradation des sols

survient aussi bien dans les zones densément que faiblement peuplées. En sont responsables, par ordre d'importance, le surpâturage, les pratiques agricoles inadéquates, la déforestation et la surexploitation des ligneux. Toutes causes qui ne tiennent pas à la seule croissance démographique. Elles relèvent avant tout des politiques et des pratiques de développement, axées depuis la colonisation sur une économie de rente et de prédation.

Au-delà des discours officiels, l'agriculture vivrière ne constitue toujours pas la priorité effective. Défaut de protection des marchés intérieurs, inorganisation de la commercialisation, politique de bas prix pour garantir la paix sociale des villes, insuffisance des investissements, inadéquation des régimes fonciers, pratiques prédatrices de l'Etat, etc. sont autant de fac-

teurs qui ont empêché une indispensable intensification agricole. L'agriculture vivrière sert, en fait, tout juste à reproduire une force de travail largement captée par l'économie des produits de rente et par les villes. A tel point que des régions de plus en plus nombreuses risquent de souffrir d'une relative pénurie de main-d'œuvre adulte!<sup>(3)</sup>

Quant au déboisement, s'il doit beaucoup à l'augmentation du bois de chauffe et à celle des populations, surtout urbaines, la cause première n'en est-elle pas plutôt l'absence d'une politique énergétique ? En outre, est-ce vraiment le nombre des paysans et des consommateurs africains qui explique l'abattage croissant des forêts denses ou le commerce des bois tropicaux et les défrichages nécessaires aux cultures d'exportation (hévéa, café, cacao, ananas, etc.) ?

## « UNE PINTADE VAUT PLUS QU'UN HOMME ! » (\*)

Ou quand les animaux et les hommes se disputent un même espace.

**D**ans le milieu des années 1970, l'extrême Nord-Est du Togo, zone fertile traversée par l'Oti, seul fleuve permanent de la région, fait l'objet d'un programme de l'Organisation mondiale de la santé de lutte contre l'onchocercose, la sinistre cécité des rivières. Avec pour objectif, le développement et la « colonisation » de cette zone afin de désengorger la partie ouest, très peuplée. De gros projets hydro-agricoles et d'élevage sont programmés au titre du plan quinquennal 1976-80. Certains ont démarré quand en 1980, soudainement, un décret présidentiel transforme toute cette région en « réserve de faune de l'Oti ».

Des milliers de paysans sont alors expulsés, manu militari et sans indemnisation, des villages brûlés... Fin des projets agricoles. Un Préfet va même interdire, dans toute la région, la consommation du poisson ! La réserve qui ne fait pourtant l'objet d'aucune gestion ni exploitation touristique, s'agrandit de fait: de nombreux paysans préfèrent partir plutôt que de subir les dégâts causés par les animaux (éléphants, singes, etc.) dans leurs champs, les amendes disproportionnées et les exactions souvent meurtrières de la part des gardes forestiers ou de militaires, sous prétexte de lutte contre le braconnage. « Mieux vaut tuer son voisin qu'une pintade, ça coûte moins cher », lâchera un paysan !

Au nom de la protection de la faune, « on » a bien peu protesté... Et depuis le printemps 1991, dans le sillage des mouvements de contestation politique et de la Conférence nationale souveraine, les hommes se sont vengés sur les animaux...

Cette situation n'est pas malheureusement une exception sur le continent africain. La protection de la nature qui, au-delà de la nécessaire sauvegarde de la biodiversité animale et végétale, peut générer des activités économiques participant au développement, local et national, doit veiller à ne pas dépasser certaines limites. Par exemple à ne pas privilégier les animaux au détriment des hommes.

M.P

(\*) d'après L. MERLET : « Domaine réservé : la protection de la faune au Togo », in *Politique Africaine*, n° 27, Ed. Karthala, 1987, Paris, p. 55 à 66.

Au sein des populations africaines, le maintien de pratiques agricoles, pastorales et énergétiques, destructives, de l'environnement à terme traduisent avant tout des comportements d'adaptation, parfois de survie, à des facteurs externes qui échappent aux paysans, éleveurs et citadins. En clair, la démographie n'explique pas tout. Population, environnement et développement sont indissolublement liés, en interaction permanente, en Afrique comme partout ailleurs.

« Soit, mais que se passe-t-il demain avec une population de plus en plus nombreuse ? » rétorqueront les faux prophètes qui ne manquent de brandir le spectre d'une croissance démographique exponentielle. Rappelons que la tendance s'est déjà inversée à l'échelle mondiale, comme à celle des pays du tiers monde dans leur ensemble. L'heure est au ralentissement du taux de croissance annuel: 1,7% aujourd'hui contre 2,1% dans les années 1960. Selon un récent rapport de l'Organisation mondiale de la santé, les populations du tiers monde recourent de plus en plus à des méthodes contraceptives « modernes et sûres ».

Il est vrai que l'Afrique fait exception, avec un taux de croissance d'environ 3% par an; cela concerne en fait seulement l'Afrique au sud du Sahara, car les pays du Maghreb connaissent déjà eux aussi une baisse sensible de leur fécondité. En tenant compte de l'inertie du phénomène de croissance (liée à la jeunesse de la structure par âge) et en misant sur une réduction moyenne de la fécondité, on prévoit que la population africaine va continuer de croître à un rythme rapide jusqu'en 2025, atteignant alors environ 1,5 milliard

d'habitants contre 700 millions aujourd'hui.

C'est là une quasi-certitude, même s'il ne faut pas écarter l'hypothèse d'une remontée de la mortalité : le SIDA, la détérioration des systèmes de santé sous l'effet des Plans d'ajustement structurel, et un accroissement des conflits armés font peser à ce sujet de lourdes menaces. Mais, seuls les cyniques oseraient alors se réjouir de leurs effets sur la croissance démographique. Donc, sauf catastrophe, la population africaine sera encore plus nombreuse demain. Et il faudra bien « faire avec ». Mais comment puisque malgré les efforts déjà consentis par les Etats et l'aide internationale, les problèmes d'environnement et de développement s'aggravent ?

R ressortir la célèbre formule « la meilleure pitule, c'est le développement » paraît renvoyer à un débat idéologique

dépassé. Et pourtant ! De même que l'on reconnaît aujourd'hui que le développement ne se mesure pas uniquement en terme de produit national brut par habitant (4), l'évaluation des « efforts consentis » ne saurait se réduire à des indices financiers.

Et de quels efforts, de quel « développement » parle-t-on ? Combien d'argent a été englouti dans les « éléphants blancs », dans les dépenses de prestige, « d'animation politique », militaires ? Combien d'argent non seulement détourné, mais non ré-investi dans les économies nationales ? Combien, en regard, a été consacré à l'agriculture rurale, à l'aménagement rural et urbain, à l'éducation, à la santé, et de quelle manière ?

Ne faudrait-il pas aussi s'interroger sur la nature de l'ordre économique et géopolitique mondial qui prévaut aujourd'hui et sur celui qui se prépare ?

La croissance démographique est un arbre incontrournable. Mais au-delà se profile une forêt bien plus inquiétante.

Marc Pilon\*

\*Démographe. Orstom.

(1) *Projet GLASOD, financé par le Programme des Nations unies pour l'environnement et réalisé par le Centre international d'informations et de références sur les sols (ISRIC)*

(2) P. Brabant, « La dégradation des terres », in « *L'environnement en Afrique* », revue *Afrique contemporaine*, n° 161, Ed. La documentation française, 1992, p. 90-105.

(3) Jean Pierre Raison, « *Connaissance des risques et accélération des mutations dans les agricultures africaines : perspectives pour la fin d'un millénaire* », p. 171 à 192 in *Avenir des Tiers Monde, Collectif Gendev, Revue Tiers Monde*, 1991.

(4) *Programme des Nations unies sur le développement, « Rapport sur le développement humain »*, Ed. Economica, Paris, 1992.

Evolution de la population en Afrique et dans le monde (population en millions et en pourcentage)

	1950		1990		2025	
	Pop.	%	Pop.	%	Pop.	%
Afrique	224	8,9	648	12,2	1581	18,7
Monde	2514	100	5292	100	8466	100